

question de l'OTAN et même les communistes n'affichent pas une attitude strictement défavorable à l'Alliance. Le secrétaire général du PCI, Signor Berlinguer, soutient que l'Italie n'a pas à se pencher sur la question. A l'instar de la Démocratie chrétienne, le Parti communiste croit donc qu'il vaut mieux tenir le public dans l'ignorance en ce qui concerne l'OTAN, d'autant plus qu'il préconise "un compromis historique" entre bourgeois et prolétaires. Si, d'une part, les communistes annonçaient qu'ils sont en faveur du retrait de l'OTAN, beaucoup d'Italiens pro-européens, mais gauchistes, seraient indisposés. Si, d'autre part, la DC optait pour un rôle accru du pays dans l'OTAN, elle entrerait en conflit avec sa propre gauche, éloignerait son partenaire dans la coalition et le mettrait peut-être en fâcheuse posture face à l'électorat. Les élections municipales et provinciales de 1975 ont représenté un gain de 7 pour cent pour la gauche, ce qui ne facilite guère la tâche à tout gouvernement italien désireux d'accroître la participation du pays à l'OTAN.

D'après cette analyse des attitudes des gouvernements, on peut presque affirmer que les cinq nations du flanc sud de l'OTAN sont toutes en faveur du *statu quo*. Mais les gouvernements sont souvent les dernières institutions à pouvoir donner une image des événements à venir. Pour comprendre l'évolution des mentalités, les analystes devront se pencher sur les questions et les structures politiques internes

et suivre de près les prochains changements dans les coalitions ministérielles.

Points en commun

Il est intéressant de constater que les systèmes de partis de ces cinq pays ont des points en commun. Aucun parti politique n'est disposé à préconiser une augmentation des dépenses militaires ou une adhésion plus étroite à la politique de l'OTAN. Les partis communistes à travers l'Alliance ou bien veulent que leur pays se retire du pacte, ou bien évitent soigneusement de soulever la question dans leur programme électoral. Les formations qui pourraient donc se prononcer sur ce point sont soit de la droite, soit composées de socialistes ou de centristes. Pour les raisons mentionnées plus haut, aucun des partis conservateurs ne désire accroître le rôle de son pays au sein de l'OTAN. Quant aux partis centristes ou socialistes du flanc sud, tous adoptent une attitude négative face à l'OTAN ou désirent tout au moins qu'elle modifie son orientation et ses structures.

Si les présents calculs sont bons, les difficultés de l'OTAN dans cette partie du monde sont loin d'être réglées, les Américains se verront dans l'obligation d'être davantage présents en Méditerranée et, lorsque l'avenir de l'OTAN fera enfin l'objet de discussions, son flanc sud demandera une remise en question de la défense et de la coopération en Occident. Et cette fois, il exigera sûrement plus qu'une simple "gestion de la détente".

